

Le journal très respecté Nihon Keizai Shimbun a publié, le 14 octobre 1991, une série de mesures que prendrait le Japon pour encourager la restitution. Citant des sources officielles non identifiées de l'entourage du ministre des Affaires étrangères, M. Nakayama, le journal laisse entendre que Tokyo serait prêt à offrir aux résidents soviétiques des territoires du Nord la citoyenneté japonaise ou le statut de résident permanent. D'après l'article, repris par l'agence TASS, les résidents soviétiques auraient droit de demeurer dans les îles après la restitution. Ceux qui désireraient retourner en URSS recevraient du Japon une somme compensatoire représentant la valeur de leurs propriétés et des coûts de réinstallation. Le rapport poursuivait en disant que l'approche japonaise choisie en ce qui concerne les militaires soviétiques serait fondée sur le «modèle allemand» et prévoirait une indemnisation financière de 1,7 million de yens (15 000 \$ CAN) par militaire.

Bien que le statut de ces propositions demeure incertain, elles représentent quand même une nouvelle orientation de la part de Tokyo, qui jusqu'ici n'avait pas tenu compte des sentiments des résidents soviétiques face à la question de la restitution. À l'époque des entretiens Nakayama-Pankin, le Comité exécutif soviétique de la région administrative de Sakhaline a tenu une conférence de presse dénonçant l'idée de la restitution et demandant plutôt la création d'une «zone économique libre sur le territoire des Kouriles du sud et de l'île de Hokkaido» (diffusé par le réseau Rosii de Radio Moscou le 15 octobre 1991).

Dans un bulletin de nouvelles diffusé par Interfax, le 17 octobre 1991, le président de la Russie, Boris Eltsine, a exprimé son mécontentement à l'endroit du sous-ministre des Affaires étrangères de la RSFSR, M. Georgiy Kunadze, qui avait déclaré que la restitution des territoires du Nord au Japon était «inévitabile».

La campagne russe visant à conserver les territoires du Nord est organisée par Valentin Fedorov, chef de la région administrative de Sakhaline.

21. Les Russes aussi ont bonne mémoire, et ils se rappellent l'attaque japonaise sur Port Arthur en 1905 et les défaites humiliantes qui ont mené au Traité de Portsmouth marqué de l'influence des États-Unis, l'incursion japonaise en Sibérie et dans le nord de l'île Sakhaline en 1919, l'occupation et l'annexion de la Mandchourie et les menaces perçues contre la Mongolie et la Sibérie pendant la guerre entre le Japon et la Chine.
22. Au cours des ans, diverses administrations américaines et le Congrès ont protesté contre la taille relativement petite des budgets japonais de défense. Les critiques du Congrès ont aussi établi un lien entre les questions commerciales et la défense. Les deux gouvernements ont tenté de tenir le commerce à l'écart des questions de sécurité, mais le scandale Toshiba-COCOM de 1987, l'imbroglio des FSX, et les entretiens relatifs aux Initiatives sur les obstacles structurels (SII) qui se poursuivent présentement portent à conclure que les deux domaines ne sont plus séparables. La hausse soutenue des budgets de défense japonais et les contributions financières accrues du Japon pour appuyer les forces américaines déployées au Japon ont été bien accueillies par Washington, et les deux pays continuent à travailler sans bruit (et en étroite collaboration) afin d'accroître leurs efforts conjoints pour protéger la sécurité du Japon et de la région.
23. Rapports de divers médias entre le 1^{er} et le 3 mars 1991; les trois ministères des Affaires étrangères concernés n'ont publié aucune déclaration officielle. Le Ministère des Affaires étrangères japonais a